

## **B. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES**

### **Zonage de l'assainissement**

Dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux usées, un plan de zonage de l'assainissement a été défini en fonction de plusieurs paramètres :

- Architecture actuelle du réseau,
- Possibilité ou non de raccorder les futures zones d'extension urbaines,
- Aptitude des sols à mettre en place des dispositifs d'assainissement non collectif.

Il doit prochainement être soumis à enquête publique et adopté par Délibération du Conseil Municipal.

### **A- ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Sont concernés par l'assainissement collectif, l'ensemble de l'agglomération actuelle et ses futures zones constructibles, exceptée la zone d'activités de la Lantonnière.

Le secteur des carrières présente une aptitude des sols médiocre et se trouve dans le périmètre de protection des captages. Il a été décidé de le raccorder au réseau communal.

### **B- ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Seuls les camping et PRL de l'Oliveraie ont vocation à s'agrandir, il n'est pas prévu une densification urbaine des autres écarts. Tous resteront en assainissement non collectif du fait de leur éloignement au réseau communal et de la bonne capacité des sols à infiltrer.

#### **Aptitudes des sols à l'assainissement non collectif**

L'assainissement non collectif concerne pour l'essentiel :

- Le château de Grézan ;
- Le secteur Rautès ;
- Le camping et le PRL de l'Oliveraie ;
- la zone d'activités de la Lantonnière.

Ces terrains présentent une bonne aptitude, sains et perméables, ne posant ni problème majeur ni difficulté de dispersion, ils se prêtent à la mise en œuvre sans risque d'un système d'épuration classique par tranchées filtrantes.

#### **Choix et dimensionnement des dispositifs**

##### ***Dispositions communes à tout dispositif d'épandage:***

Pour un bon fonctionnement de tout dispositif d'assainissement autonome, celui-ci ne devra pas être le lieu de circulation de véhicules, ni de plantation à racines profondes, ni de stockage de charges lourdes.

Les revêtements superficiels devront être perméables à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit être à une distance minimale de 35 m de tout puits et captage d'eau potable, si possible d'environ 5 m de toute fondation, et de 3 m minimum de toute mitoyenneté.

Les prétraitements doivent être assurés par une fosse toutes eaux dimensionnée suivant le volume d'effluents journaliers ( $3 \text{ m}^3$  pour une habitation classique accueillant 4 à 5 personnes). Elle devra se situer à moins de 10 m de l'habitation afin d'éviter les sédimentations par perte de charge.

Cette fosse doit être régulièrement vidée (tous les 3 ou 4 ans) et l'activité biologique entretenue chaque semaine par ajout d'un activateur bactériologique.

***Secteurs « La Rautes » « Le château de Grézan » « La zone d'activités de la Lantonnière » « Le camping et le PRL de l'Oliveraie »***

Terrains présentant une bonne aptitude, se prêtant à la mise en œuvre sans risque d'un système d'épuration classique par tranchées filtrantes.

Ces tranchées seront espacées d'au moins un mètre entre bords sur zone plane et de 3 mètres sur terrain en pente. Elles ne devront pas excéder 20 mètres de long.

Ce dispositif devra satisfaire aux normes actuelles préconisées par le document Technique Unifié 64.1 (DTU 64.1).

**Dimensionnement des tranchées sur le secteur « La Rautes »**

La perméabilité moyenne est de  $100 \text{ mm/h}$ , on obtient une charge hydraulique admissible par jour de  $40 \text{ litres/m}^2/\text{jour}$  d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de  $4.5 \text{ m}^2$ . Sur la base de tranchées de  $0.50 \text{ m}$  de large, on obtient 9 mètres linéaires par habitant soit 36 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

**Dimensionnement des tranchées sur le secteur du « château de Grézan »**

La perméabilité moyenne est de  $26 \text{ mm/h}$ , on obtient une charge hydraulique admissible par jour de  $25 \text{ litres/m}^2/\text{jour}$  d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de  $7 \text{ m}^2$ . Sur la base de tranchées de  $0.50 \text{ m}$  de large, on obtient 18 mètres linéaires par habitant soit 72 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

Pour le restaurant, un dégraisseur doit être installé en sortie d'évier pour retenir les graisses issues des eaux de cuisine du restaurant fortement chargées. Le restaurant qui dispose d'une capacité d'accueil de 20 couverts par jour, devrait disposer de 360 mètres linéaires de tranchées pour traiter les effluents propres au restaurant.

**Dimensionnement des tranchées sur le secteur de « l'Oliveraie »**

La perméabilité moyenne est de  $95 \text{ mm/h}$ , on obtient une charge hydraulique admissible par jour de  $39 \text{ litres/m}^2/\text{jour}$  d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de  $4.6 \text{ m}^2$ . Sur la base de tranchées de  $0.50 \text{ m}$  de large, on obtient 9.3 mètres linéaires par habitant soit 45 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

Pour le camping, la charge hydraulique admissible correspond à la courbe des épandages saisonniers et estivaux, soit une charge admissible de  $70 \text{ l/m}^2/\text{jour}$ , soit  $3.2 \text{ m}^2$  de surface filtrante par emplacement, soit 6.4 mètres linéaires par emplacement (avec une moyenne de 3 campeurs par jour et pour un ratio de  $75 \text{ l/campeur et par jour}$ )

### **Dimensionnement des tranchées sur le secteur de « La zone d'activités de la Lantonnière »**

La perméabilité moyenne est de 80 mm/h, on obtient une charge hydraulique admissible par jour de 37 litres/m<sup>2</sup>/jour d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de 4.9 m<sup>2</sup>. Sur la base de tranchées de 0.50 m de large, on obtient 9.8 mètres linéaires par habitant soit 39 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

# **Réglementation de l'assainissement des eaux usées**

## **I – DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT**

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement de la Commune.

### **ARTICLE 2 - AUTRES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

### **ARTICLE 3 - CATEGORIES D'EAU ADMISES AU DEVERSEMENT**

Le Réseau d'Assainissement de la Commune est de type séparatif.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le Réseau Eaux Usées :

les eaux usées domestiques, telles que définies à l'Article 7 du présent règlement,

les eaux industrielles définies par les arrêtés d'autorisation de déversement pris par l'autorité communale.

Sont susceptibles d'être déversées dans le Réseau Pluvial : les eaux pluviales, définies à l'Article 25 du présent règlement.

### **ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT**

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

un dispositif permettant le raccordement au Réseau Public,

une canalisation de branchement de diamètre minimum 125 mm, située tant sous le domaine public que privé,

un ouvrage dit " regard de branchement " placé de préférence sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit être visible et accessible, il délimite la partie publique de la partie privée.

un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

### **ARTICLE 5 - MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT**

La Collectivité fixera le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder.

Le Service d'Assainissement fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement de l'éventuel " regard de branchement " ou d'autres dispositifs notamment de pré-traitement, au vu de la demande de branchement.

Si, pour des raisons de convenance personnelle, le Propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service d'Assainissement, celui-ci peut lui donner satisfaction, sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement (accès, dimensions, etc...).

### **ARTICLE 6 - DEVERSEMENTS INTERDITS**

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du Réseau d'Assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

le contenu des fosses fixes, l'effluent des fosses septiques, les ordures ménagères, les huiles usagées, les effluents de caves vinicoles, ainsi que les rejets définis dans l'Article 29.2 du règlement sanitaire départemental.

Et d'une façon général, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du Réseau d'Assainissement, et, le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Le Service d'Assainissement peut être amené à effectuer, chez tout Usager du Service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du Réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôles et d'analyses occasionnés seront à la charge de l'usager.

## **II – LES EAUX USEES DOMESTIQUES**

### **ARTICLE 7 - DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES**

Les Eaux Usées Domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette....) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

### **ARTICLE 8 - OBLIGATION DE RACCORDEMENT**

Comme le prescrit l'Article L-33 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux égouts disposés pour recevoir les Eaux Usées Domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout.

Au terme de ce délai, conformément aux prescriptions de l'Article L 35-5 du Code de Santé Publique, tant que le Propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion, fixée par l'assemblée délibérante dans la limite de 100 %.

Il peut être décidé par la Collectivité qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L 372-7 du Code de Communes.

### **ARTICLE 9 - DEMANDE DE BRANCHEMENT - CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE**

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au Service d'Assainissement. Cette demande formulée selon le modèle de Convention du Déversement en vigueur dans le service, doit être signée par le Propriétaire ou son Mandataire.

Elle comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par le Service d'Assainissement et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement ; elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par le Service d'Assainissement et l'autre remis à l'usager.

L'acceptation par le Service d'Assainissement crée la Convention de Déversement entre les parties.

### **ARTICLE 10 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS**

Conformément à l'Article 34 du Code de la Santé Publique, la Collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux Usées ou de l'incorporation d'un Réseau Pluvial à un réseau disposé pour recevoir les Eaux Usées d'origine domestique.

La Collectivité peut se faire rembourser auprès des Propriétaires de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans des conditions définies par l'assemblée délibérante.

La partie des branchements réalisée d'office est incorporée au Réseau Public, propriété de la Collectivité.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout la partie du branchement située sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée à la demande du Propriétaire par le Service d'Assainissement ou, sous sa direction, par une Entreprise agréée par lui.

Cette partie du branchement est incorporée au Réseau Public, propriété de la Collectivité.

#### **ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS EAUX USEES DOMESTIQUES**

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 12 - PAIEMENT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS**

Toute installation d'un branchement, qu'il intéresse les eaux usées ou les eaux pluviales, donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un devis établi par le Service d'Assainissement.

#### **ARTICLE 12 BIS - REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS**

Lorsque le service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser la totalité du montant des travaux dès leur achèvement.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs usagers, le service détermine la répartition des dépenses entre ces usagers, en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des usagers dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

#### **ARTICLE 13 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUES SOUS LE DOMAINE PUBLIC**

La surveillance, l'entretien, les réparations de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public jusque et y compris le regard de branchement sont réalisés par le Service d'Assainissement et à ses frais. L'entretien comprend les opérations de désobstruction éventuelles ou de réparations; mais si ces opérations sont rendues nécessaires du fait de la négligence ou de la maladresse de l'utilisateur, elles seront mises à la charge de ce dernier, qui en réglera le montant au Service d'Assainissement.

La partie des branchements située sous propriété privée, au-delà du regard de branchement et le reste des installations intérieures sont établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires ou usagers.

#### **ARTICLE 14 - CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS**

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou les personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le Service d'Assainissement.

### **ARTICLE 15 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT**

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application, l'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées, est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

En cas de promulgation de nouveaux textes réglementaires, ils seront applicables dès leur publication officielle.

### **ARTICLE 16 - PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES NEUFS**

Conformément à l'Article L 35-4 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant, ainsi que la date d'exigibilité de cette participation, sont déterminés par l'assemblée délibérante.

## **III – LES EAUX INDUSTRIELLES**

### **ARTICLE 17 - DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES**

Sont classés dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les arrêtés d'autorisation de déversement pris par l'autorité communale pour chaque établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public. Toutefois, les établissements industriels dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6000 m<sup>3</sup>, pourront être dispensés de cette autorisation.

Si nécessaire une convention spéciale de déversement peut compléter l'arrêté.

### **ARTICLE 18 - CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX INDUSTRIELLES**

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'Article L 35-8 du Code de la Santé Publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public, dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

### **ARTICLE 19 - DEMANDE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES**

Les demandes de raccordements des établissements déversant des eaux industrielles se font par écrit auprès de la Collectivité et du Service d'Assainissement.

Toute modification de l'activité industrielle sera signalée au service et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

### **ARTICLE 20 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS**

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par le Service d'Assainissement, être pourvus d'au moins deux branchements distincts: un branchement eaux domestiques et un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible aux agents du Service d'Assainissement et à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel peut, à l'initiative du service, être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment aux agents du Service d'Assainissement

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

#### **ARTICLE 21 - PRELEVEMENTS ET CONTROLES DES EAUX INDUSTRIELLES**

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la Convention de Déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués, à tout moment, par le Service d'Assainissement dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la Convention Spéciale de Déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le Service d'Assainissement.

Les frais d'analyses seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné, si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'Article 44 du présent règlement.

#### **ARTICLE 22 - OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRE-TRAITEMENT**

Les installations de pré-traitement prévues par les Conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir justifier au Service d'Assainissement du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, féculs, les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations.

#### **ARTICLE 23 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

En application du décret n° 67-945 du 24 Octobre 1967, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement, sauf dans les cas particuliers visés à l'Article 24 ci-après.

#### **ARTICLE 24 - PARTICIPATIONS**

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 35-8 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

### **IV – LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES**

#### **ARTICLE 28 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES**

Les articles du règlement sanitaire départemental sont applicables et notamment les articles 45 - 46 et 47.

#### **ARTICLE 29 - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE**

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés, sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.



### **ARTICLE 30 - SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIENS CABINETS D'AISSANCE**

Conformément à l'Article L 35-2 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire, agissant alors aux frais et aux risques de l'usager, conformément à l'Article 35-3 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation, ainsi que les fosses toutes eaux et fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés. Ils sont, soit comblés soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

### **ARTICLE 31 - INDEPENDANCE DES RESEAUX INTERIEURS D'EAU POTABLE ET D'EAUX USEES**

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

### **ARTICLE 32 - ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX**

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public, doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

### **ARTICLE 33 - POSE DE SIPHONS**

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

### **ARTICLE 34 - TOILETTES**

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

### **ARTICLE 35 - COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES**

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

#### **ARTICLE 36 - BROyeurs D'EVIERs**

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même avec broyage préalable est interdite.

#### **ARTICLE 37 - DESCENTE**

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

#### **ARTICLE 38 - CAS PARTICULIER D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF**

Sans objet.

#### **ARTICLE 39 - REPARATIONS**

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

#### **ARTICLE 40 - MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES**

Le Service d'Assainissement a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le Service d'Assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

### **V – CONTROLE DES RESEAUX PRIVES**

#### **ARTICLE 41 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES**

Les Articles 1 à 40 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

En outre, les arrêtés d'autorisation de déversement visés à l'Article 17 préciseront certaines dispositions particulières.

#### **ARTICLE 42 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC**

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés :

Cas général :

La Collectivité, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réserve le droit de contrôle du Service d'Assainissement.

Cas des schémas d'aménagement des zones de la commune :

Les aménageurs, au moyen de conventions conclues avec la Collectivité, transféreront à celle-ci la maîtrise d'ouvrage correspondante en lui versant en temps voulu les fonds nécessaires

### **ARTICLE 43 - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES**

Le Service d'Assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Le raccordement des réseaux privés au réseau public ne pourra être effectué qu'après passage de la caméra par une entreprise habilitée dans ces réseaux privés. Le contrôle par caméra est explicitement aux frais du propriétaire. Ce contrôle fera l'objet d'un rapport remis au Service d'Assainissement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le Service d'Assainissement, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires, avant son raccordement au réseau public.

### **ARTICLE 44 - INFRACTIONS ET POURSUITES**

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du Service d'Assainissement, soit par le représentant légal ou mandataire de la Collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### **ARTICLE 45 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS**

En cas de faute du Service d'Assainissement, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents, pour connaître des différends des utilisateurs d'un service public, industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisie des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Maire, responsable de l'organisation du service ; l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

### **ARTICLE 46 - MESURES DE SAUVEGARDE**

En cas de non respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le Service d'Assainissement et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le Service d'Assainissement pourra mettre en demeure l'utilisateur par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et sur constat d'un agent du Service d'Assainissement.

## **VI – DISPOSITIONS D'APPLICATION**

### **ARTICLE 47 - DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement est mis en vigueur dès qu'il sera rendu exécutoire.

### **ARTICLE 48 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des utilisateurs du service, trois mois avant leur mise en application.

## **VII – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME**

### **CHOIX ET DIMENSIONNEMENT DES DISPOSITIFS**

#### **Dispositions communes à tout dispositif d'épandage:**

Pour un bon fonctionnement de tout dispositif d'assainissement autonome, celui-ci ne devra pas être le lieu de circulation de véhicules, ni de plantation à racines profondes, ni de stockage de charges lourdes.

Les revêtements superficiels devront être perméables à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit être à une distance minimale de 35 m de tout puits et captage d'eau potable, si possible d'environ 5 m de toute fondation, et de 3 m minimum de toute mitoyenneté.

Les prétraitements doivent être assurés par une fosse toutes eaux dimensionnée suivant le volume d'effluents journaliers (3 m<sup>3</sup> pour une habitation classique accueillant 4 à 5 personnes). Elle devra se situer à moins de 10 m de l'habitation afin d'éviter les sédimentations par perte de charge.

Cette fosse doit être régulièrement vidée (tous les 3 ou 4 ans) et l'activité biologique entretenue chaque semaine par ajout d'un activateur bactériologique.

#### **Secteurs « La Rautes » « Le château de Grézan » « La zone d'activités de la Lantonnière » « Le camping et le PRL de l'Oliveraie »**

Terrains présentant une bonne aptitude, se prêtant à la mise en œuvre sans risque d'un système d'épuration classique par tranchées filtrantes.

Ces tranchées seront espacées d'au moins un mètre entre bords sur zone plane et de 3 mètres sur terrain en pente. Elles ne devront pas excéder 20 mètres de long.

Ce dispositif devra satisfaire aux normes actuelles préconisées par le document Technique Unifié 64.1 (DTU 64.1).

#### **Dimensionnement des tranchées sur le secteur « La Rautes »**

La perméabilité moyenne est de 100 mm/h, on obtient une charge hydraulique admissible par jour de 40 litres/m<sup>2</sup>/jour d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de 4.5 m<sup>2</sup>. Sur la base de tranchées de 0.50 m de large, on obtient 9 mètres linéaires par habitant soit 36 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

#### **Dimensionnement des tranchées sur le secteur du « château de Grézan »**

La perméabilité moyenne est de 26 mm/h, on obtient une charge hydraulique admissible par jour de 25 litres/m<sup>2</sup>/jour d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de 7 m<sup>2</sup>. Sur la base de tranchées de 0.50 m de large, on obtient 18 mètres linéaires par habitant soit 72 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

Pour le restaurant, un dégraisseur doit être installé en sortie d'évier pour retenir les graisses issues des eaux de cuisine du restaurant fortement chargées. Le restaurant qui dispose d'une capacité d'accueil de 20 couverts par jour, devrait disposer de 360 mètres linéaires de tranchées pour traiter les effluents propres au restaurant.

### **Dimensionnement des tranchées sur le secteur de « L'Oliveraie »**

La perméabilité moyenne est de 95 mm/h, on obtient une charge hydraulique admissible par jour de 39 litres/m<sup>2</sup>/jour d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de 4.6 m<sup>2</sup>. Sur la base de tranchées de 0.50 m de large, on obtient 9.3 mètres linéaires par habitant soit 45 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

Pour le camping, la charge hydraulique admissible correspond à la courbe des épandages saisonniers et estivaux, soit une charge admissible de 70 l/m<sup>2</sup>/jour, soit 3.2 m<sup>2</sup> de surface filtrante par emplacement, soit 6.4 mètres linéaires par emplacement (avec une moyenne de 3 campeurs par jour et pour un ratio de 75 l/campeur et par jour)

### **Dimensionnement des tranchées sur le secteur de « La zone d'activités de la Lantonnière »**

La perméabilité moyenne est de 80 mm/h, on obtient une charge hydraulique admissible par jour de 37 litres/m<sup>2</sup>/jour d'après l'abaque de dimensionnement des épandages souterrains du CTG REF.

Pour un Equivalent Habitant avec un rejet de 180 litres d'effluents par jour, la surface totale filtrante sera de 4.9 m<sup>2</sup>. Sur la base de tranchées de 0.50 m de large, on obtient 9.8 mètres linéaires par habitant soit 39 mètres minimum de tranchées filtrantes pour une habitation standard de 4 personnes.

## **CONTROLE TECHNIQUE DES ASSAINISSEMENTS NON-COLLECTIFS**

L'arrêté du 06 mai 1996 fixe les modalités de ce contrôle.

Le contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif sera effectif au 31 décembre 2005.

Il sera exercé par le Service de l'assainissement non-collectif (mis en place à l'échelle de la commune ou de l'intercommunalité).

Une redevance « assainissement non-collectif » pourra être créée pour financer ce service.

Ce contrôle est assuré à plusieurs niveaux :

### **Instructions des projets d'assainissement non-collectif dans le cadre de permis de construire et visite sur place**

La Loi sur l'Eau précise : « Le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] »

La construction d'un dispositif d'assainissement non-collectif individuel doit être autorisée et contrôlée par le service de l'assainissement non-collectif.

Ce contrôle se déroule suivant deux phases :

Le contrôle de conception qui se fait sur dossier. L'arrêté préfectoral n°99/2011 définit la composition du dossier de demande d'autorisation devant être déposé par le pétitionnaire. Le cas échéant, ce contrôle se fait sur place : vérification de la capacité des ouvrages par rapport à la capacité d'accueil du logement, du choix de la filière par rapport au terrain, de l'implantation par rapport aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996.

Le contrôle de bonne exécution sur place avant remblaiement. Ce contrôle porte sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments et la bonne exécution des travaux. Ce contrôle est destiné à vérifier que la réalisation est conforme au projet du pétitionnaire validé par le service.

Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire suite au contrôle de la réalisation des travaux.

### **Le contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien**

Le contrôle de bon fonctionnement (fréquence fixée par le service) portera sur le bon état des ouvrages, leur ventilation, leur accessibilité, le bon écoulement des effluents, l'accumulation normale des boues de la fosse, éventuellement la qualité des rejets vers le milieu hydraulique superficiel.

Le contrôle de l'entretien.

Tout contrôle sur place donne lieu à un rapport de visite notifié à l'occupant des lieux et au propriétaire.

Tout contrôle donne lieu à un avis du Service d'assainissement non-collectif. Si un dispositif est jugé avoir un impact négatif sur l'environnement, son propriétaire devra le mettre en conformité.

### **ENTRETIEN DU SYSTEME DE TRAITEMENT PAR LE PARTICULIER**

Le propriétaire se doit d'assurer l'entretien de ses ouvrages afin d'assurer leur bon fonctionnement. Ceci implique :

un curage régulier des ouvrages de prétraitements (bacs à graisse, fosse toutes eaux) dès que nécessaire ; les fréquences minimales de vidanges des ouvrages sont fixées par l'arrêté du 6 mai 1996 en fonction de leur nature (sauf dérogation justifiée),

un contrôle du bon écoulement des eaux vers le dispositif de traitement et réalisation de toutes opérations nécessaires à son bon fonctionnement,

tenir à disposition des services les justificatifs (factures...) des opérations d'entretien effectuées.

En aucun cas, le propriétaire ne peut s'opposer à la vérification de ses ouvrages de traitement par les services compétents s'il a été informé au préalable de leur venue.

Le curage des ouvrages doit être réalisé par une entreprise agréée (une liste des prestataires locaux sera disponible auprès de la mairie). Ces entreprises assurent les opérations de curage, de transport et d'élimination des sous-produits. Néanmoins, le propriétaire doit impérativement s'assurer de la destination de ces déchets et demander un certificat d'intervention à l'entreprise prestataire.

### **ACCES AUX PROPRIETES**

L'article L35-X du Code de la Santé Publique stipule : « Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service. »

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et le cas échéant, à l'occupant des lieux.

## **C. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

### **zonage de l'assainissement pluvial**

Le plan de zonage de l'assainissement pluvial est destiné à définir, sur toute la commune, les secteurs sur lesquels s'appliquent les différentes prescriptions d'ordre technique et réglementaire. En pratique, ce plan correspond à un découpage du territoire communal en secteurs homogènes du point de vue soit du risque d'inondation par ruissellement pluvial, soit de mesures à prendre pour ne pas aggraver la situation en aval.

Le risque lié aux débordements du Libron, de la Naubine et du Sauvanès doit être réglementé par un Plan de Prévention des Risques. A défaut, les zones inondables de crue centennale de certains cours d'eau doivent être considérés comme inconstructibles.

Dans ces conditions il a été défini un zonage d'assainissement pluvial faisant apparaître quatre types de zones :

#### **ZONE I :**

Zone marquée par une imperméabilisation faible des sols. Dans cette zone, les terrains sont réputés inconstructibles dans le P.L.U., ils correspondent essentiellement à des coteaux agricoles (vignes, céréales, friches et bois). Les sols possèdent une aptitude moyenne à la dispersion et à l'infiltration des eaux en cas de fortes averses. Cette zone doit être considérée comme une partie du bassin versant dont les crues posent problème à l'aval. Des mesures strictes de gestion de l'espace sont nécessaires afin de ne pas augmenter le coefficient de ruissellement dans cette zone.

#### **ZONE II :**

Zone qui regroupe toute la périphérie de la zone urbaine ancienne, et qui intègre l'urbanisation récente et les futures zones de développement des Hons au sud ou de la Fumade au nord.

Cette zone regroupe aussi des secteurs d'habitat pavillonnaire sur des terrains de 600 à 1000 m<sup>2</sup> environ. Cette zone est marquée par des pentes moyennes à fortes, de sorte que les pluies s'écoulent facilement en suivant les voies.

#### **ZONE III :**

Zone marquée par une topographie assez accidentée, avec localement de fortes pentes, et par un sous-sol rocheux de faible profondeur. Sur cette zone, le risque d'inondation voire de mouvement de terrains ou de coulées de boues est avéré.

Ces terrains ne doivent pas supporter une urbanisation forte. En zone N, ils peuvent être consacrés soit à une agriculture peu vulnérable à l'inondation, soit à la mise en place de dispositifs de protection contre les inondations des zones bâties.

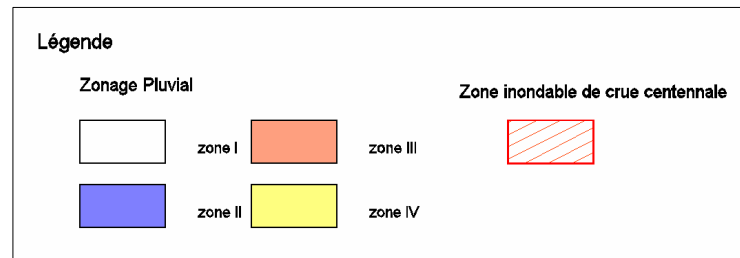
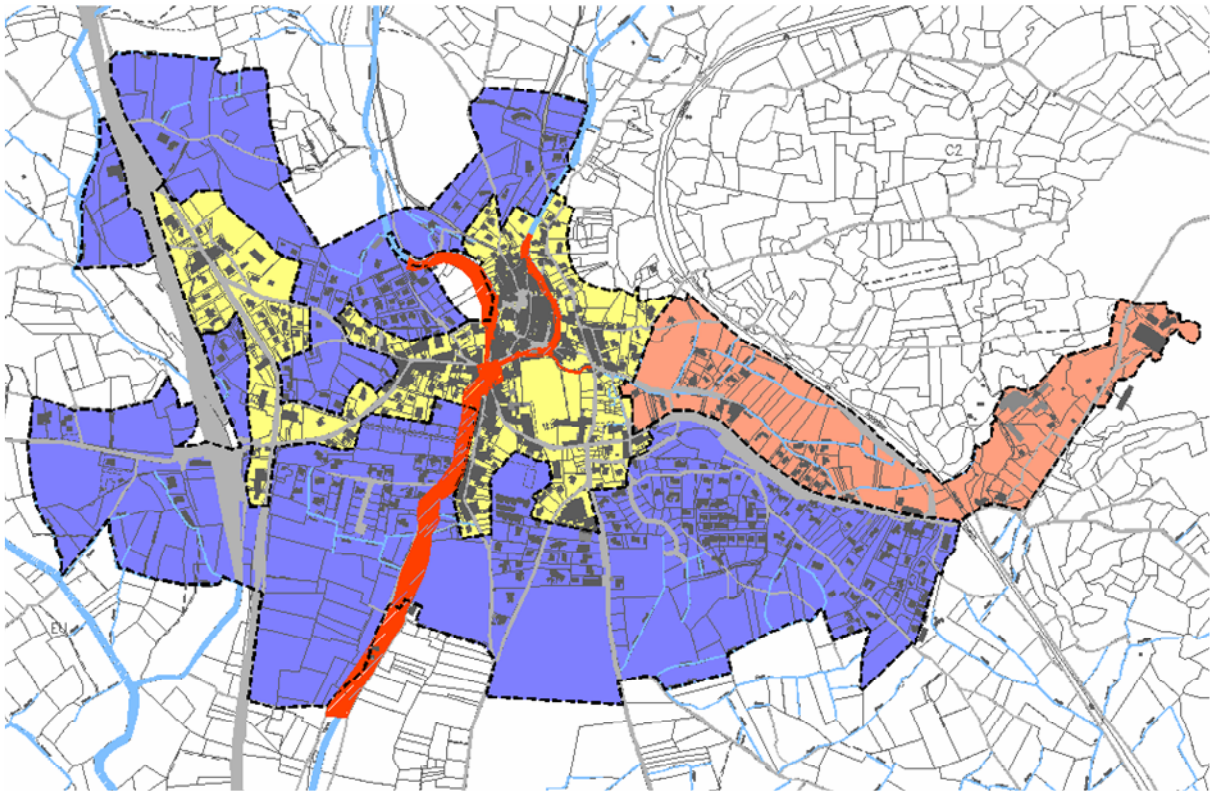
En zone constructible, le COS est fixé à 0.3 et de fortes contraintes en matière d'aménagement pluvial sont demandées.

#### **ZONE IV :**

Zone où l'imperméabilisation des sols est importante à très importante du fait de la très forte densité de l'habitat et où les dispositifs d'infiltration sont pratiquement impossibles à mettre en place. Ici, ce type de zone correspond principalement au bourg actuel hors derniers développements en périphérie.

Sur cette zone, le risque d'inondation par les eaux pluviales est moyen à faible ; il se trouve limité par le rehaussement fréquent des planchers et par la pente des voies.

Les prescriptions, obligations et recommandations d'ordre réglementaires associées à ce zonage sont précisées au paragraphe suivant et sont retranscrites dans le règlement du PLU auquel est joint le plan du zonage.





# **Règlement d'assainissement pluvial**

## **ZONE I :**

Terrains à vocation agricole ou naturelle, peu soumis à urbanisation : constructions nécessaires aux exploitations agricoles, installations publiques ou extension du camping.

### **Cas d'imperméabilisation ou de couverture des sols sur plus de 500 m<sup>2</sup> :**

- il devra être prévu un dispositif de rétention sur l'unité foncière avec infiltration éventuelle des eaux pluviales ou restitution lente vers le réseau hydrographique sur la base d'un débit spécifique de 25 l/s par hectare, ce débit spécifique correspondant au débit initial en pluie de fréquence biennale.

- le dispositif de rétention sera équipé d'un regard de décantation en tête si l'aménagement projeté doit recevoir des dépôts d'hydrocarbures, d'engrais, produits phytosanitaires ou encore de produits polluants tels que des peintures ou des détergents. Un tel dispositif est obligatoire si le site concerné se trouve à l'intérieur du périmètre de protection immédiat ou rapproché d'un captage d'eau potable.

### **Réglementation relative aux cours d'eau**

#### ***Maintien d'une bande libre de tout obstacle :***

On respectera une bande inconstructible et libre de tout obstacle :

- en zone inondable de crue centennale du fleuve Libron et du Sauvanès

D'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du fleuve Libron et des ruisseaux de la Fièrè, le Sauvanès, le Mas d'Azil et du Goumautuc.

D'une largeur de 5 mètres de part et d'autre des autres cours d'eau et fossés mères.

#### **Capacité des fossés**

Les réseaux de fossés ne devront pas être renforcés, bien qu'ils soient localement débordants en orage d'une période de retour de 5 ans, de manière à ne pas aggraver le ruissellement vers les zones urbaines.

#### **Cas des zones inondables de cours d'eau ou le long d'axes d'écoulement des eaux :**

Tout remblai, en secteur de dépression et d'accumulation d'eaux de ruissellement, doit être accompagné de la création ou de l'aménagement d'un bassin ou d'une zone de dépression voisine pour une capacité de rétention équivalente en compensation.

Cependant certains cours d'eau pourront être aménagés ou recalibrés localement en cas de travaux d'infrastructures routières.

A l'intérieur des zones inondables de cours d'eau ou le long d'axes d'écoulement des eaux (fossé, chemin creux...), aucun remblai ne peut être réalisé.

## **ZONE II :**

**Lors de tout nouvel aménagement** de surface imperméabilisée supérieure à 100m<sup>2</sup>, l'imperméabilisation des sols doit être compensée.

Pour cela, on prévoira un réseau pluvial sous le domaine public associé à un ou plusieurs systèmes de rétention ; ce réseau sera destiné à la collecte et à la régulation des débits d'eaux de ruissellement pluvial des espaces et équipements publics, ainsi que des parcelles bâties en maisons d'habitation. Cependant, il est conseillé de prévoir des dispositifs individuels pour maintenir sur la parcelle les eaux des jardins et des toitures, les eaux pouvant être soit stockées pour leur réutilisation, soit épandues et infiltrées sur l'unité foncière, avec toutefois l'évacuation des eaux de toiture soit vers une citerne de récupération des eaux, soit vers le réseau public.

### **Cas d'imperméabilisation ou de couverture des sols sur plus de 100 m<sup>2</sup> :**

#### **Opération dont l'emprise est comprise entre 100 m<sup>2</sup> et 1 ha :**

En cas de construction ou aménagement produisant une imperméabilisation des sols sur au moins 100 m<sup>2</sup>, l'imperméabilisation des sols doit être compensée. Pour cela, on prévoira des dispositifs individuels pour maintenir sur la parcelle les eaux des jardins et toitures, les eaux pouvant être soit stockées pour leur réutilisation (65 l/m<sup>2</sup> de surface active), soit épandues et infiltrées sur l'unité foncière avec toutefois l'évacuation des eaux de toiture soit vers une citerne de récupération des eaux, soit vers le réseau public.

Sur cette zone, les dispositifs d'infiltration (par puits ou tranchées drainantes) doivent être évités du fait des pentes assez élevées sur les versants et des remontées de nappe à faible profondeur en fond de vallée.

#### **Opération dont l'emprise est supérieure à 1 ha :**

Compensation de l'imperméabilisation des sols par la création d'un système de rétention :

**Capacité de rétention** : dimensionné suivant les directives de la MISE

Actuellement, la MISE demande que les volumes de rétention (pour une pluie de fréquence centennale) soient calculés à partir de 2 méthodes « instruction technique de 1977 » et « préconisation de la mise » (dans ce cas l'espace de rétention à prévoir est dimensionné sur la base de 100 litres par m<sup>2</sup> imperméabilisé pour un débit de fuite correspondant au débit biennal sur le site actuel.) Le volume le plus fort donné par les deux approches doit être retenu.

**Débit de fuite** : dimensionné suivant les directives de la MISE - Actuellement la mise préconise un débit correspondant à une valeur comprise entre 7 l/s/ha et le débit biennal sur le site actuel. Le schéma directeur propose un débit de fuite maximal admissible de 20 l/s par hectare de projet.

### **Mesures d'ordre général :**

#### **Cours d'eau**

On respectera une bande inconstructible et libre de tout obstacle :

- en zone inondable de crue centennale du fleuve Libron et du Sauvanès

D'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du fleuve Libron et des ruisseaux de la Fièvre, le Sauvanès, le Mas d'Azil et du Goumautuc.

D'une largeur de 5 mètres de part et d'autre des autres cours d'eau et fossés mères.

#### **- Sous-sols**

Les sous-sols aménageables sont interdits.

**- Planchers des habitations :**

Les planchers des habitations seront rehaussés d'au moins 20 centimètres par rapport au terrain naturel et devront se trouver au moins 20 centimètres au-dessus de la voie publique qui dessert la parcelle.

**Réseaux :**

Ils seront dimensionnés en fréquence vingtennale voire plus.

**Voiries :**

Afin de guider les eaux de ruissellement excédentaires en cas d'orages forts à très forts, les voies seront conçues en déblai de 20 centimètres par rapport au terrain naturel ou bien un fossé ou une noue de 8 à 10 mètres de large et de 40 à 50 cm de profondeur le long des routes.

**Zone d'activité, aire de stockage ou de stationnement (hors stationnement le long des voiries) :**

En complément de la réglementation ci-dessus, il est demandé :

En cas d'imperméabilisation des sols pour création d'une zone d'activité, l'utilisation de systèmes de rétention collectifs ou semi-collectifs est également préconisé, sous forme de bassin de rétention associés au réseau pluvial collectif. Ils seront équipés d'un organe de type décanteur-déshuileur en sortie de bassin.

Tout aménagement en zone II devra être conçu en respectant ces principes avec justification de calculs de dimensionnement.

## **ZONE III :**

### **Cours d'eau**

On respectera une bande inconstructible et libre de tout obstacle :

- en zone inondable de crue centennale du fleuve Libron et du Sauvanès

D'une largeur de 10 mètres de part et d'autres du fleuve Libron et des ruisseaux de la Fièrre, le Sauvanès, le Mas d'Azil et du Goumautuc.

D'une largeur de 5 mètres de part et d'autres des autres cours d'eau et fossés mères.

### **en cas de nouvelles constructions ou extensions de bâtiments existants :**

Evacuation des eaux pluviales des toitures vers une citerne ou un réservoir (bassin ou autre) avec soit une vidange lente vers la Fièrre ou un ruisseau de son bassin versant, soit sans vidange (bac de récupération des eaux). Ce dispositif de rétention devra posséder une capacité de 65 litres par m<sup>2</sup> de surface active supplémentaire.

### **- Sous-sols**

Les sous-sols aménageables ne sont pas interdits mais doivent être accessibles par des rampes montantes.

### **- Planchers des habitations :**

- pour toute construction le long des ruisseaux :

Les planchers des habitations seront rehaussés d'au moins 0.50 mètres par rapport aux Plus Hautes Eaux connues.

- Ailleurs, les planchers des habitations seront rehaussés d'au moins 20 centimètres par rapport au terrain naturel et devront se trouver au moins 20 centimètres au-dessus de la voie publique qui dessert la parcelle.

### **SHON**

Elle ne devra pas dépasser 35%.

### **Opération dont l'emprise est supérieure à 1 ha :**

Compensation de l'imperméabilisation des sols par la création d'un système de rétention :

**Capacité de rétention :** dimensionné suivant les directives de la MISE.

Actuellement, la MISE demande que les volumes de rétention (pour une pluie de fréquence centennale) soient calculés à partir de 2 méthodes « instruction technique de 1977 » et « préconisation de la mise » (dans ce cas l'espace de rétention à prévoir est dimensionné sur la base de 100 litres par m<sup>2</sup> imperméabilisé pour un débit de fuite correspondant au débit biennal sur le site actuel.) Le volume le plus fort donné par les deux approches doit être retenu.

**Débit de fuite :** dimensionné suivant les directives de la MISE - Actuellement la mise préconise un débit correspondant à une valeur comprise entre 7l/s/ha et le débit biennal sur le site actuel.

### **Réseaux :**

Ils seront dimensionnés en fréquence vingtennale voire plus.

## **ZONE IV :**

Dans cette zone, les possibilités de nouvelles constructions sont par définition très réduites.

### **Cours d'eau**

On respectera une bande inconstructible et libre de tout obstacle :

- en zone inondable de crue centennale du fleuve Libron et du Sauvanès ;

D'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du fleuve Libron et des ruisseaux de la Fièrre, le Sauvanès, le Mas d'Azil et du Gourmautuc ;

D'une largeur de 10 mètres de part et d'autre des autres cours d'eau et fossés mères.

### **- Egout de toit**

Pour tout nouveau bâtiment, sur la façade en bordure de voirie publique, les eaux de toitures seront collectées par un égout de toit et évacuées vers le réseau pluvial collectif. Pour les autres façades, les eaux collectées ou non par un égout de toit seront écoulees sur la parcelle pour être stockées en réservoir de surface ou enterré, infiltrées dans un puits ou dans une tranchée d'infiltration. En cas d'impossibilité (par manque de place ou par revêtement complet du jardin), le rejet vers le réseau public peut être admis.

### **Planchers des habitations :**

- pour toute construction le long des ruisseaux :

Les planchers des habitations seront rehaussés d'au moins 0.50 mètres par rapport aux Plus Hautes Eaux connues.

- Ailleurs, les planchers des habitations seront rehaussés d'au moins 20 centimètres par rapport au terrain naturel et devront se trouver au moins 20 centimètres au-dessus de la voie publique qui dessert la parcelle.

### **- Sous-sols**

Les sous-sols aménageables sont interdits.